

Question sur l'avenir de la gouvernance du Grand Paris posée par Valérie SACHS au Conseil de Paris, le 14 mai 2012

Monsieur le Maire,

La question du Grand Paris a été une grande absente du débat présidentiel. Je le regrette, et c'est un paradoxe car la métropolisation de la Région Capitale est un défi national en termes de croissance, d'attractivité, un enjeu européen pour notre essor économique international.

Il semble acquis que Paris et sa métropole ne seront pas concernés par le troisième acte de décentralisation souhaité par François Hollande, tant que les élus ne se seront pas mis d'accord ! Dans ses réponses au questionnaire de l'AMIF, le candidat se déclarait « très attentif à ce que le projet du Grand Paris se poursuive ». Le choix du Président peinera à rester aussi consensuel. Je note avec satisfaction qu'aucun dirigeant socialiste ne pense plus désormais à revenir sur le Grand Paris impulsé par le Président Sarkozy.

François Hollande y évoquait aussi les financements nécessaires non encore tous finalisés. Devant l'ampleur des moyens requis, il faut convaincre les investisseurs, notamment privés et internationaux que le Grand Paris constitue une opportunité exceptionnelle des cinquante prochaines années. Aussi est-il urgent de résoudre le problème de la sécurité juridique et institutionnelle du grand Paris.

Pour votre part, Monsieur le Maire, vous proposez la création d'une Conférence métropolitaine, « autorité juridique non identifiée » qui viderait le Conseil Régional de sa substance. Dans le même temps, Claude Bartolone, Président du Conseil Général de la Seine Saint-Denis se prononce pour une communauté urbaine et la fusion des 4 départements de la Seine, concept que vous jugez « trop violent ». Votre adjoint Pierre Mansat craint que la création d'un gouvernement uniforme réinstalle un centralisme certain. Pour notre part, nous ne rejetons pas la Communauté urbaine, solution qui peut trouver une majorité d'adhésion au sein de notre hémicycle.

Ainsi la question de la gouvernance divise clairement la gauche Confédération de maires contre communauté urbaine à fiscalité unique. Qui parviendra à imposer sa vision?

Votre débat « interne » prouve que l'avenir de ce dossier dépasse les clivages partisans traditionnels. Pour moi, notre intérêt c'est celui de Paris ville-monde moteur de l'économie française et non de choisir entre vous ou Bartolone !

Je rappelle pour mémoire que le Grand Londres se découpe en 3 niveaux de gouvernance globale et 34 locales quand l'Île de France a 6 niveaux supérieurs, 1414 structures locales. Pour nous, la gouvernance institutionnelle du Grand Paris était une clause substantielle de la réforme.

La méthode du consensus, pourquoi pas ? Comme européenne convaincue j'y crois, mais nous élus parisiens ou franciliens sommes-nous aptes à dépasser le chacun pour soi ?

Pour conclure, comment Paris va-t-il convaincre l'Etat de résoudre efficacement la question de la gouvernance de la région capitale ? Si le nouveau Président laisse la main aux élus alors il conviendrait de les encadrer dans un délai restreint en nommant mercredi un ministre du Grand Paris pour mener à son terme cette révolution. Impulser une réelle vision d'ensemble de l'échelon métropolitain, c'est au moins 2 % de croissance pour l'économie française et les emplois qui vont avec, thème qui devra à mon sens conditionner le choix des franciliens pour leur futur député.

Commencer ce quinquennat sans traiter en urgence ce sujet serait plus qu'une erreur politique, ce serait une faute économique et stratégique pour la France.

Je vous remercie.